

Québec : la Charte des valeurs et la réactionnaire carte identitaire du PQ

mercredi 13 novembre 2013, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 10 novembre 2013).

Sommaire

- [La charte des valeurs est la](#)
- [Contre qui faut-il être \(...\)](#)
- [Pour contrer le rassembleur](#)

La charte des valeurs est la négation de la loi 101

En marge du Conseil national du PQ

Le report des élections par le PQ est pure affaire de sondages et, plus profondément, de peur subliminale face à l'abîme insondable de la grande plongée dans le typhon du réactionnaire identitarisme sur le dos des femmes voilées. Le PQ s'accroche à l'espoir que l'UPAC et la Commission Charbonneau noieront toute apparence de renouvellement du Parti libéral dans le cloaque de la corruption. Comme James Dean dans « Rebel Without a Cause », ou est-ce Pauline Marois dans « Une bonne bourgeoise dont la cause est perdue », le PQ roule tombeau ouvert vers le précipice en espérant y faire plonger les Libéraux tout en laissant à la remorque caquistes et solidaires cherchant l'introuvable compromis. Ayant fait le plein de l'appui des progressistes confus en se revêtant d'oripeaux laïcistes et féministes, le PQ cherche le soutien des nationalistes de toutes tendances en identifiant la lutte pour la charte à celle pour la loi 101.

Le PQ avait un instant pensé à un compromis afin de faire porter l'élection davantage sur le développement économique, comme le laisse voir le mitraillage d'annonces des dernières semaines. Le chantage des grands consommateurs d'électricité qui veulent piller les surplus d'Hydro-Québec, l'intransigeance des minières qui refusent le moindre compromis au free mining, les gazières et pétrolières qui ne veulent rien savoir de moratoire permanent et du BAPE et, *last but not least*, « [l]e déficit du Québec [qui] continue de grimper » (*Le Devoir* web, 9/11/13), malgré une accalmie dans la destruction d'emplois, rappellent au PQ que son légendaire à-plat-ventrisme face au capital ne lui vaudra jamais sa sympathie tant le traumatisme référendaire de 1995 a rompu toute valse hésitation. Ne reste plus qu'à laisser sortir des égouts de l'austérité néolibérale, qu'imposent finance mondiale et libre-échange, ce duplessisme qui en son temps s'était déguisé en pourfendeur des « trusts » avant de se mettre le cadenas à la gauche tout en persécutant les fondamentalistes Témoins de Jéhovah au nom du catholicisme.

Voilà que le PQ rallie à la cause de sa charte cette loi 101 que Camille Laurin a arrachée *in extremis* à René Lévesque. Cette loi libératrice, que la Cour suprême n'a cessé depuis lors d'émasculer, enfonce le plexus du méprisant chauvinisme anglophone qui imposait sa langue au peuple québécois au point que Montréal se cachait sous un voile anglais pendant que le prolétariat francophone devait *speak English* à moins de se contenter de la grande noirceur du sous-sol

national. Comparer la charte des valeurs, qui écrase une petite minorité d'opprimées femmes voilées, à l'émancipatrice loi 101, qui ravalait la superbe d'une riche et puissante minorité oppressive, avilit cette loi fondatrice de notre marche vers notre libération, aujourd'hui en panne douloureuse, comme jamais la Cour suprême n'a été capable d'y arriver. Il en résultera ou bien que le PQ sombrera armes et bagages dans l'insignifiance historique comme jadis le fit l'Union nationale, ou bien il entraînera le peuple québécois dans le cul-de-sac du nombriliste ethnicisme qui inaugurerait la fin de notre histoire comme peuple.

Ce tournant réactionnaire réjouit tous les *Quebec bashers* de ce monde, ce qui était consciemment recherché par le PQ pour gêner le Parti libéral dans sa conquête droitière de l'électorat francophone et neutraliser les deux tiers partis dans un entre-deux polarisant où la deuxième opposition navigue plutôt en terrain péquiste et la petite gauche plutôt en terrain libéral dans tous les sens du terme. Les ennemis du peuple québécois ont toujours eu le don d'exploiter le nationalisme étroit, soit face aux peuples autochtones soit face aux minorités nationales... et le PQ les a souvent bien servis. Ce virage, à droite toute, aliène à la cause de l'indépendance non seulement la presque totalité des anglophones et la grande majorité des allophones d'ici mais aussi et surtout le peuple canadien anglais, et même étasunien, dont l'appui, ou au moins la bienveillante neutralité, sont nécessaires à notre lutte libératrice, et à sa propre libération, pour couper court à tout backlash financier, économique et militaire.

Cet enfermement identitaire et islamophobe de la politique québécoise exige une réponse forte à gauche, celle d'une alternative anticapitaliste ayant seule la puissance de rompre le charme maudit du venimeux serpent ethniciste. Quoiqu'en disent les sionistes et leurs sympathisants défendant l'unicité de l'Holocauste qui donnerait le droit à Israël de bafouer le droit international, le racisme anti-islamique d'aujourd'hui excusant ou tolérant les massacres palestinien, afghan et irakien s'est substitué à l'antisémitisme d'hier qui avait ouvert la porte et laissé faire les génocides des juifs et, on l'oublie trop souvent, des roms, ces souffre douleur de l'impuissance populaire européenne contre l'austérité.

La reprise de la marche de la libération du peuple québécois ne peut plus être celle des « gens du pays » de la Révolution tranquille. Le temps du fleurdelisé duplessiste est révolu tout autant que celui de son crucifix de l'Assemblée nationale. Même s'il faut la concevoir comme la continuité de la lutte des Patriotes, la lutte pour l'indépendance n'est plus celle du rejet du colonialisme mercantiliste en faveur de la démocratie bourgeoise même améliorée. Elle est celle du renversement du fédéralisme capitaliste en faveur d'une République autogérée, de bas en haut, dans son infrastructure économique comme dans sa superstructure institutionnelle, libérée de la dictature de la finance, assurant le plein emploi écologique et soutenant la libération mondiale des peuples. C'est à ce rendez-vous de l'indépendance pour exproprier les banques et pour sauver la langue que le peuple québécois attend Godot... ou devrait-on dire Québec solidaire.

Marc Bonhomme, 10 novembre 2013

Contre qui faut-il être en colère ?

Plusieurs destinataires de mes envois et visiteur-se-s de mon blogue ont été fort mécontent-e-s et même vexé-e-s de ma prise de position à propos de la « charte des valeurs » du PQ, plus précisément de l'énorme ballon d'essai car aucun projet de loi n'a encore été publié. Faisons le point.

1. Il est maintenant devenu clair que le fer de lance de cette charte vise le droit d'expression des femmes voilées, au-delà même du droit d'expression religieuse. Tout le reste est de la parade qui n'a rien à voir avec la laïcité et l'égalité femme-homme. Autrement, le PQ aurait, par exemple, aboli les écoles privées confessionnelles et supprimé la soustraction des pensions alimentaires aux prestations d'aide sociale et d'aide aux études pour les femmes seules.
2. Depuis la chute du mur de Berlin et surtout depuis l'attaque terroriste contre le World Trade Center puis la riposte guerrière étasunienne contre l'Afghanistan et l'Iraq, et j'en passe, il est devenu clair que l'islamophobie a remplacé dans le monde dit occidental tant l'antisémitisme d'avant la Deuxième guerre, sans que celui-ci n'ait disparu, que l'anticommunisme de la Guerre froide.
3. La charte des valeurs n'est rien d'autre qu'une cristallisation au grand jour de cette islamophobie latente dans la société québécoise comme ailleurs dans le monde occidental. La preuve en est la multiplication des incidents xénophobes envers les femmes voilées qui sont de plus en plus rapportés.
4. Pour celles d'entre elles qui sont pratiquantes, y inclus fondamentalistes, et pour leurs mentors qui font pression sur elles, le résultat est d'en faire des martyres. Pour d'autres femmes, de les inciter à porter le voile comme moyen de protestation ou d'affirmation de leur identité, peu importe la signification de soumission du voile.
5. Le fondamentalisme religieux est une force politique réelle, d'extrême-droite et parfois terroriste, dans beaucoup de pays arabo-musulmans — grâce notamment à l'impérialisme qui l'a longtemps soutenu avec succès contre les forces de gauche et contre celles du nationalisme progressiste — en Israël, en Inde et jusqu'à un certain point aux ÉU et au Canada à l'intérieur des partis Républicain et Conservateur. Mais il ne l'est pas au Québec et autant qu'il y ait un fondamentalisme à surveiller, ce serait en premier lieu le fondamentalisme catholique qui pointe le nez au Saguenay.
6. La seule façon démocratique de lutter contre le voile, clair signe d'oppression des femmes, est de lutter pour la justice sociale et pour la liberté, en particulier pour les femmes. En un mot, dans la mesure où cette lutte pour l'indépendance et contre l'austérité néolibérale décollera, tout ce fatras religieux ou culturel tombera comme un château de cartes tel que cela s'est produit dans le Québec des années 60 sans qu'il n'y ait aucune répression contre la pratique religieuse et les façons de s'habiller qui en découlait, le cas échéant.
7. L'islamophobie du PQ n'est pas bien sûr une exception à la règle dans le monde occidental. L'exemple de la France démontre où conduit ce genre de dérapage contre le voile qui, après la minorité arabo-musulmane s'étend aux Roms et aux (femmes) noires même ministre quand ce n'est pas contre les prostituées. Faut-il citer l'exemple canadien qui après les « certificats de sécurité », sert la vis à l'immigration et ferme le robinet monétaire pour répondre aux besoins fondamentaux des peuples autochtones et inuit. Cela n'empêche pas les *Quebec bashers* de nous faire la leçon... malheureusement avec raison.
8. Le PQ, dans le sillage de l'ADQ de Mario Dumont, a opté corps et âme pour le nationalisme identitaire car sans ce saut périlleux dans la réaction il est fini tant électoralement qu'historiquement. Son discours social-démocrate, fortement discrédité depuis la gouvernance Bouchard, est réduit à néant par l'exigence de forte austérité et de soutien étatique à l'entreprise qu'exige hic et nunc le patronat québécois.
9. Que des personnalités sympathiques, plusieurs à réputation progressiste, défendent la charte des valeurs démontre un grand désarroi tant face à l'attachement au PQ de sa jeunesse que face à un Québec de plus en plus pluraliste et bigarré, loin des « gens du pays » d'antan, dans un menaçant

Canada assimilateur, extractiviste et se durcissant à droite.

10. Ou bien on succombe à un nouvel appel de la race comme du temps de la grande noirceur duplessiste, le tout... voilé... par les conquêtes de la révolution tranquille servant de paravent, comme nous y invite le PQ et les « Janette » ; ou bien le peuple québécois, toutes couleurs, nationalités et (non)-croyances confondues s'unit contre la finance, le patronat et leurs partis acquis à l'austérité néolibérale.

11. Le recul du PQ qui renonce à des élections hâtives sur la base de la charte des valeurs est déjà une petite victoire qui annonce des compromis, au moins avec la CAQ, lesquels cependant n'effaceront probablement pas son caractère islamophobe. À nous, Québécois et Québécoises, de souche ou pas, à prendre la rue pour l'achever avant la prochaine élection.

Détournons notre colère des femmes voilées, un petit groupe opprimé s'il en est un, et tournons-la contre ce capital financier qui asphyxie les peuples du monde. En ce qui concerne le peuple québécois, ce capital le fait principalement à partir de Toronto avec le soutien de ses sous-fifres québécois auquel le PQ sert de sous-tapis tout comme les Libéraux et la CAQ. Québec solidaire saura-t-il incarner cette colère dans les urnes et dans la rue ? That is the question.

Marc Bonhomme, 3 novembre 2013

Pour contrer le rassembleur Printemps érable, le PQ joue la réactionnaire carte identitaire

Le ballon d'essai péquiste laisse voir le contenu de la prochaine « Charte des valeurs » remplaçant la mort-née « Charte de la laïcité ». Au nom de la laïcité, cette charte promet une répression des croyantes et croyants non chrétiens, ciblant avant tout les femmes musulmanes qui manifestent leur foi (ou leur rejet de l'islamophobie) par leur façon de s'habiller. Au nom de la défense du patrimoine, la charte protège la « discrète » croix au cou, le crucifix sur les murs et la prière à l'Hôtel-de-ville... tout en laissant tranquille les subventionnées écoles confessionnelles. En déchaînant, en toute connaissance de cause, le *Quebec bashing*, du plus vil au plus soit-disant progressiste, le PQ veut provoquer un sentiment de forteresse assiégée pour créer une réactionnaire unité québécoise de souche. Le but de sa manœuvre consiste, de un, à sauver sa peau afin de ne pas se retrouver au musée de l'histoire, de deux, à ouvrir une plaie béante et puante dans le flanc du peuple afin de l'affaiblir pour lui enfoncer une dose supplémentaire de politiques néolibérales abaissant les acquis sociaux du Québec au niveau de la norme ALÉNA. Il est extrêmement troublant que la riposte de la gauche québécoise ne soit pas à la hauteur de la rapide et nauséabonde réaction fédéraliste.

Selon le ballon d'essai publié en primeur par Québécois, dont l'actionnaire majoritaire s'est mis à la solde du PQ pour mettre à leur place les syndicats d'Hydro-Québec et pour convertir cette société d'État en vache à lait gouvernementale par une hausse drastique des tarifs, il serait interdit à toute personne travaillant pour une institution publique et para-publique, mais non pour des organisations privées essentiellement subventionnées par l'État, d'arborer tout signe religieux proéminent. C'est d'une hypocrisie consommée que de prétendre défendre l'égalité femme-homme en persécutant les femmes se couvrant d'un foulard, certes un signe de soumission patriarcale, coincées entre la pression islamophobe et celle des fondamentalistes sur fond de mode et de publicité sexistes occidentales. En politisant la religion, une affaire devenue strictement privée depuis les révolutions

démocratiques bourgeoises contre les monarchies de droit divin, le gouvernement s'abaisse au niveau des fondamentalistes, musulmans ou chrétiens. Il vaudrait mieux qu'il porte attention aux prédicateurs de haine sexiste, ethnique et sectaire et qu'il fasse peser sur eux toute la rigueur de la loi.

Il est fallacieux d'équivaloir la loi 101 à la charte des valeurs, de mettre sur le même pied défense de la langue et défense de l'identité définie par des valeurs communes. Autant la langue commune est concrète, autant la soi-disant identité commune est une abstraction idéologique. La langue commune d'un peuple pour se comprendre, rationnellement et émotivement, dans l'espace et dans le temps, relève d'un choix collectif. Le peuple québécois a choisi historiquement, contre tous les Lord Durham (voir wikipédia français), la langue française ce tant les Libéraux (1974) que le PQ (1977) ont officialisé. Ce choix fait, il a parfaitement le droit de le défendre par toute la rigueur de la loi contre l'assaut impérialiste et néolibéral de l'anglais dont la Cour suprême fédérale est le fer de lance. La langue commune, tout comme l'égalité femme-homme et la laïcité, sont les résultats inachevés de combats historiques à faire aboutir par le projet indépendantiste. Mettre ces acquis historiques à parachever dans le panier des valeurs identitaires c'est confondre la matérialité de l'histoire concrète et la métaphysique idéaliste. Figurer l'histoire dans l'éternité, c'est faire sombrer la lutte de libération nationale dans le nationalisme des essences divines.

Le vent libérateur qui s'est levé dans la décennie 1960 amena rapidement le peuple québécois à largué la soit-disant religion commune, le catholicisme. Sans contrainte d'aucune sorte, cornettes, soutanes et port normatif du chapeau féminin, quand ce n'était pas des gants, volèrent dans la brise. La religion avait peut-être joué un rôle rassembleur au lendemain de la conquête de 1760, en plus de la langue, qui avait vu brutalement l'élite commerciale française être remplacée par une nouvelle anglophone. L'envers de la médaille fut la soumission du peuple au clergé et à ses alliés seigneuriaux laquelle se consolida après l'échec de la lutte de libération de 1837-38 jusqu'à ce que l'urbanisation/industrialisation, suffisamment avancée après la Deuxième Guerre mondiale, créa les conditions matérielles pour que la société québécoise jette aux poubelles les derniers séquelles religieux du féodalisme. Le retour prétendument patrimonial à ces dites valeurs d'une époque révolue, masqué par la répression des manifestations vestimentaires des religions venues de l'immigration, ouvre la brèche d'un retour parallèle aux nus rapports de marché débarrassés de l'État providence avec en sus la dictature d'un capitalisme financier et transnational devenu mondialement très concentré et très centralisé.

Les fédéralistes ont promptement compris l'invitation du parti chef de file des nationalistes québécois promoteurs de Québec Inc.. Se sont reconnus les frères ennemis ligüés dans la défense commune d'un capitalisme qui veut en finir avec ces faiseurs de printemps érable protégeant des acquis sociaux non compatibles avec la norme étasunienne à laquelle le Canada conservateur s'ajuste aux pas de course. On reconnaît là la sainte alliance de la dite Coalition Montréal pour la conquête de la mairie de la métropole du Québec lors des élections municipales de novembre prochain (voir sur mon site, Élections municipales de Montréal — Contre les partis réactionnaires, un front de gauche, 19/08/13).

Corrompu par le nationalisme, même si c'est celui de l'opprimée, la gauche québécoise louvoie. Jusqu'ici, la réaction la plus conséquente, mais qui reste déficiente, a été celle de Québec solidaire qui réitère sa position calquée sur le rapport Bouchard-Taylor de 2008 partisan d'un communautarisme inter-ethnique et d'un laïcisme dit ouvert à cheval sur la neutralité de l'État vis-à-vis la religion et l'intégration égalitaire de toutes les religions dans les institutions nationales. Ce rapport visait non une politique de droit mais une de tolérance facilitant l'intégration à rabais des communautés culturelles et de l'immigration dans le marché du travail au profit de Québec Inc. (voir sur mon site, Le rapport Bouchard-Taylor — L'ethnisme citoyen : Intégrer tout en divisant, 12/06/08). Aujourd'hui, l'ex commissaire-philosophe très catholique Charles Taylor fait de la

surenchère chauvine en traitant le gouvernement québécois de « poutinesque ».

En choisissant la voie de l'envenimement ethnico-religieux, le PQ est bien sûr en bonne compagnie. C'est là le chemin qu'emprunte, à géométrie variable, à peu près tous les gouvernements du monde à commencer par celui du Canada passé spécialiste dans l'ignorance arrogante des droits et des besoins criants des peuples autochtones et dans la guerre à l'immigration, autre qu'immédiatement (et temporairement) utile au milieu des affaires, en réprimant avec zèle la réunification des familles et l'accueil des réfugiées. Dans l'ensemble du monde dit occidental, l'islamophobie, dont la meilleure antidote est le soulèvement du monde arabo-musulman, a remplacé l'antisémitisme d'antan — lequel n'a pas pour autant disparu même s'il n'a rien à voir avec l'anti-sionisme — comme arme idéologique suprême pour empêcher la mobilisation unitaire contre l'impérialisme néolibéral.

On attend de la gauche politique et sociale québécoise un ferme rejet de la brèche réactionnaire ouverte par le PQ. Sans aucunement brimer le droit d'expression de la personne, du juge à la commis en passant par l'enseignante, lequel droit s'exprime aussi par la manière de se vêtir, il est tout à fait possible de baliser les quelques occasionnels irraisonnables « accommodements raisonnables » de type religieux. Il est possible de construire graduellement une politique de précédents basée sur la sécurité de la personne, sans interprétation mesquine, sur l'identification nécessaire, sans profilage, sur la communication exigeant raisonnablement l'expression faciale, sur la non-discrimination envers les employés de l'État à moins d'un danger pour la santé et sur la disponibilité des lieux publics et communautaires sans favoritisme.

Reste que la meilleure politique contre les divisions ethnico-religieuses est l'unité dans un combat commun à l'exemple du nouveau syndicat démocratique israélien Koach la-Ovdim (Pouvoir des travailleurs) qui « *a été capable de mobiliser des dizaines de milliers de travailleurs [...] en 2013.* » Selon son porte-parole :

« Il est toujours étonnant de voir à quel point les objectifs communs aident les gens à agir ensemble. Par exemple, nous avons récemment travaillé en commun avec les institutrices et les instituteurs de maternelle, qui, en Israël, viennent vraiment de groupes sociaux très différents : des Juifs religieux, des Arabes, des nouveaux immigrants, des Bédouins. Lorsque on a commencé à les organiser pour de meilleures conditions du travail, ces gens se sont réunis, ont uni leurs forces, et leurs origines différentes ont cessé de jouer un rôle important [...car réunis] autour de revendications communes. [...] Nous faisons toujours attention à respecter les besoins spécifiques de chaque groupe. Et nous surveillons que tous les groupes soient représentés au sein de la direction. Cela se fait de manière très pratique : tous les documents doivent être traduits, par exemple en arabe... » (INPRECOR, Israël — Nouveau syndicat démocratique, juillet-août 2013)

Vivement un retour du printemps érable avec grève sociale contre les budgets du printemps 2014.

Marc Bonhomme, 25 août 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc videotron.ca
